



JEAN VERHEYEN

SINCE 1919

---

# CONDITIONS GÉNÉRALES

---

# Prestigium Plus

---

J E A N V E R H E Y E N

Réf. : CG Car 09/2024

## L'omnium des véhicules de prestige et des ancêtres

Jean Verheyen propose une police omnium à la mesure de tout conducteur à partir de 30 ans disposant d'une voiture de luxe, qu'il s'agisse d'une neuve ou d'un ancêtre de collection. La notion de prestige dépend de la marque et/ou du modèle et bien sûr de la valeur du véhicule neuf ou oldtimer. Cette omnium vise à offrir la couverture la plus étendue possible pour un prix attractif.

Leader mondial de l'assurance et de la gestion d'actifs, AXA est présent dans 59 pays et est engagé auprès de plus de 103 millions de clients dans le monde. AXA Belgium a confié à la S.A. Jean VERHEYEN la qualité de souscripteur mandaté pour ses contrats Prestigium Plus en Belgique. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

**Jean Verheyen s.a.**

# Table des matières

---

1. **Définitions**
2. **Garanties**
  - 2.A. Incendie
  - 2.B. Vol
  - 2.C. Bris de vitres
  - 2.D. Force de la nature et heurts d'animaux
  - 2.E. Dégâts matériels
3. **Extensions de garanties**
  - 3.A. Frais de garage provisoire
  - 3.B. Les frais de réparation provisoire ou urgente permettant au véhicule de circuler
  - 3.C. Les frais de remorquage indispensable et de rapatriement
  - 3.D. Les frais de nettoyage
  - 3.E. Les frais comptés par la D.I.V. ou par le distributeur officiel des plaques d'immatriculation
  - 3.F. Les frais de contrôle technique
4. **Exclusions**
5. **Obligations communes à toutes les garanties**
  - 5.A. La conclusion du contrat
  - 5.B. En cours de contrat
6. **Sinistre et indemnisation**
  - 6.A. Vos obligations en cas de sinistre
  - 6.B. Nos obligations en cas de sinistre
  - 6.C. Indemnisation
    - 6.C.1 Modalité d'évaluation
    - 6.C.2 Franchise
    - 6.C.3 Règle proportionnelle
    - 6.C.4 Indemnisation en cas de dommage réparable
    - 6.C.5 Indemnisation en cas de perte totale
    - 6.C.6 Dégâts antérieurs
    - 6.C.7 Sort de l'épave
7. **Sanctions légales**
8. **Dispositions générales**
  - 7.A. La vie du contrat
    - 7.A.1 Les parties au contrat d'assurance
    - 7.A.2 Les documents constitutifs au contrat d'assurance
    - 7.A.3 Votre interlocuteur privilégié
    - 7.A.4 Prise d'effet
    - 7.A.5 Durée
    - 7.A.6 Obligation de déclaration à la conclusion du contrat
    - 7.A.7 Obligation de déclaration spontanée en cours du contrat
    - 7.A.8 Obligations en cas de survenance du sinistre

7.A.9 Fin du contrat  
7.A.10 Cas particuliers  
7.A.11 Correspondances  
7.A.12 Frais administratifs

7.B. La prime

7.B.1 Modalités de paiement de la prime  
7.B.2 Non paiement de la prime

9. Vie privée

# Conditions générales

---

## 1. DEFINITIONS

---

Dans le cadre des présentes conditions générales, nous entendons par :

- **Nous**

La SA JEAN VERHEYEN, mandaté par l'assureur en tant que souscripteur mandaté et dont le siège social est établi à la Rue de la Limite 17, 1210 Bruxelles.

- **Assureur**

La compagnie d'assurance AXA Belgium, dont le siège est établi Place du Trône, 1 à 1000 Bruxelles.

- **Assuré**

Dans la mesure où elles sont désignées dans les conditions particulières, nous assurons les personnes suivantes :

- vous-même (preneur d'assurance) ;
- le propriétaire du véhicule assuré ;
- le détenteur autorisé ;
- le conducteur autorisé.

Toutefois, nous n'assurons pas les personnes auxquelles le véhicule a été confié pour y travailler ou le vendre; nous récupérerons donc à leur charge l'indemnité que nous vous aurons versée.

- **Etendue territoriale**

La garantie est accordée dans les pays de l'Union européenne, dans les principautés d'Andorre et de Monaco, dans la Cité du Vatican, en Norvège et en Suisse.

- **Véhicule assuré (ci-après "véhicule désigné")**

Le véhicule décrit dans les conditions particulières.

- **Valeur à assurer**

La valeur du véhicule désigné, qui correspond à la valeur catalogue du véhicule augmentée des équipements, déclarée par vous et indiquée dans les conditions particulières.

- **Valeur catalogue**

Le prix officiel du véhicule en Belgique, hors TVA et remises, au moment de sa première mise en circulation.

- **Equipements**

Le coût total, placement compris, des accessoires, options et aménagements hors TVA et remises.

- **Franchise**

La partie du dommage qui reste toujours à votre charge, tel que prévu aux conditions particulières.

- **Sinistre**

Tout fait ayant causé un dommage pouvant donner lieu à l'application du contrat.

## **2. GARANTIES**

---

### **A. INCENDIE**

Nous couvrons les dégâts résultant d'incendie, d'explosion, de la chute de la foudre, de combustion sans flamme, ainsi que les frais d'extinction ayant été exposés en bon père de famille.

Nous ne couvrons toutefois pas :

- les dommages causés par des matières ou objets corrosifs, facilement inflammables ou explosibles, à l'exception du carburant dans le réservoir et des matières ou objets transportés dans le véhicule et destinés à un usage domestique ;
- les frais d'extinction résultant des dommages précités.

### **B. VOL**

Par vol, on entend le fait pour une personne de soustraire frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas. Est assimilé au vol, le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané.

Pour autant que le véhicule soit équipé du système antivol prévu aux conditions particulières, nous intervenons dans les cas suivants :

- la disparition ou les dégâts résultant d'un vol ou d'une tentative de vol ;
- les frais de remplacement des serrures ;
- les frais de changement des codes du système antivol en cas de vol de clé(s) et/ou commande à distance à condition que les codes aient été changés dans les 8 jours suivant la survenance du sinistre.

Nous n'intervenons pas dans les cas où le vol ou la tentative de vol :

- a pour auteurs ou complices des personnes vivant à votre foyer ;
- est commis par des préposés de l'assuré ;
- survient à votre lieu de résidence, pendant la nuit, alors que le véhicule ne se trouvait pas dans un garage individuel fermé à clé ;
- survient lorsque le véhicule se trouve inoccupé et que les précautions indispensables ont été négligées, notamment :
  - portières et/ou coffres non verrouillés ;
  - vitres, capote et/ou toit ouvrant non fermés ;
  - clés et/ou dispositif de désarmement de l'antivol restés dans ou sur le véhicule ;
  - absence ou non branchement du système antivol requis par nous ;sauf si le véhicule se trouvait dans un garage individuel fermé à clé et qu'il y a eu effraction du garage.

Nous n'intervenons pas non plus en cas de disparition du véhicule suite à un détournement ou un abus de confiance.

### **C. BRIS DE VITRES**

Par bris de vitres, on entend le bris du pare-brise, des vitres latérales, de la lunette arrière et de la partie transparente du toit.

Sont par conséquent exclus :

- les bris de phares ;
- les bris de vitres lorsque celles-ci font partie de la capote du véhicule cabriolet ;
- les bris de rétroviseurs ;
- les bris de vitres arrière ou latérales en cas de tentative de vol.

Le bris de vitres n'est pas couvert en cas de perte totale, de non-réparation ou non-remplacement des vitres brisées.

#### **D. FORCE DE LA NATURE ET HEURTS D'ANIMAUX**

Par force de la nature on entend l'inondation, la grêle, la tempête atteignant, à la station de l'Institut Royal Météorologique la plus proche, une vitesse de pointe d'au moins 80 km/h, la chute de pierres, le glissement de terrain, la pression d'une masse de neige ou de glace, l'avalanche, le tremblement de terre et les éruptions volcaniques.

Tout dommage trouvant son origine dans une cause autre que celles précitées, n'est pas couvert.

Par heurt d'animaux on entend un impact contre l'extérieur du véhicule par du gibier ou un animal errant.

Les dommages provoqués par les animaux qui entrent dans le compartiment moteur ou à l'intérieur du véhicule, ne sont pas couverts par cette garantie.

#### **E. DEGATS MATERIELS**

Nous couvrons les dégâts causés par suite d'un accident, du transport du véhicule y compris son chargement et son déchargement, d'un acte de vandalisme ou de malveillance ainsi que les dommages provoqués par les animaux qui entrent dans le compartiment moteur ou à l'intérieur du véhicule.

Par accident on entend un événement soudain, involontaire et imprévisible dans le chef de l'assuré.

Nous ne couvrons pas les dégâts :

aux pneumatiques et/ou jantes en l'absence d'autres dégâts au véhicule résultant du même sinistre ;

- aux parties du véhicule assuré, consécutifs à une usure normale ou non, à un vice de construction, de montage ou de matériaux, à un défaut manifeste d'entretien, à la rouille ou à un dérangement mécanique, électrique ou électronique ;
- causés par la surcharge du véhicule ;
- causés par les animaux, marchandises et objets transportés, leur chargement ou leur déchargement ;
- ayant déjà été indemnisés ou devant être indemnisés par un autre contrat d'assurance ;
- si le véhicule désigné a subi des modifications sans notre accord préalable et écrit.

### **3. EXTENSIONS DE GARANTIES**

Nous prenons en charge sur présentation des documents justificatifs, l'ensemble des frais énumérés ci-après, lorsqu'ils résultent directement d'un événement assuré et sont exposés en bon père de famille.

#### **A. FRAIS DE GARAGE PROVISOIRE**

Nous couvrons les frais de garage provisoire jusqu'à la vente de l'épave par notre expert.

Si vous souhaitez conserver l'épave, les frais de garage provisoire restent entièrement à votre charge.

**B. LES FRAIS DE RÉPARATION PROVISOIRE OU URGENTE PERMETTANT AU VÉHICULE DE CIRCULER**

Nous couvrons, à concurrence de 500 EUR hors TVA maximum, les frais de réparation provisoire ou urgente permettant au véhicule de circuler.

**C. LES FRAIS DE REMORQUAGE INDISPENSABLE ET DE RAPATRIEMENT**

Nous couvrons jusqu'à 1.240 EUR hors TVA les frais de remorquage indispensable et, moyennant accord préalable de l'assureur, le frais de rapatriement du véhicule.

**D. LES FRAIS DE NETTOYAGE**

Nous intervenons dans les frais de nettoyage des vêtements du conducteur et des passagers et de la garniture intérieure du véhicule, en cas de transport urgent et bénévole d'un blessé ou d'un malade, sans dépasser 620 EUR hors TVA.

**E. LES FRAIS COMPTÉS PAR LA D.I.V. OU PAR LE DISTRIBUTEUR OFFICIEL DES PLAQUES D'IMMATRICULATION**

Nous remboursons les frais comptés par la D.I.V. ou par le distributeur officiel des plaques d'immatriculation, lors de l'immatriculation d'un nouveau véhicule ou d'un véhicule d'occasion ou en vue de l'obtention d'un duplicata d'une plaque d'immatriculation endommagée, à l'exception du coût d'une immatriculation personnalisée ou d'une livraison accélérée de la plaque d'immatriculation.

**F. LES FRAIS DE CONTRÔLE TECHNIQUE**

Nous intervenons à concurrence de maximum 90 EUR hors TVA dans les frais de contrôle technique.

Par frais de contrôle technique, nous entendons la redevance perçue par la station de contrôle technique lorsque le rapport de l'expert mentionne l'obligation de présenter le véhicule, après réparation, au contrôle technique.

**4. EXCLUSIONS**

---

Nous ne couvrons jamais :

- les véhicules de remplacement temporaire ;
- les équipements lorsqu'ils sont détachés du véhicule ;
- les équipements électriques et mécaniques qui ne sont pas fixés de manière durable au véhicule, comme par exemple les systèmes de communication, de navigation et/ou multimédia ;
- le car-wrapping total ou partiel, ni le coût de son remplacement ou de sa réparation, ni le coût dû à un enlèvement nécessaire pour pouvoir faire une autre réparation ;
- les effets personnels et objets transportés ;
- les dommages lorsque le véhicule est donné en location, en leasing ou fait l'objet d'une saisie ;
- les dommages résultant de risque nucléaire ;  
(Par risque nucléaire on entend les dommages résultant directement ou indirectement de la modification du noyau atomique, la radioactivité, la production de radiations ionisantes de toute nature, la manifestation de propriétés nocives de combustibles ou substances nucléaires ou de produits ou déchets radioactifs)
- les dommages résultant d'actes collectifs de violence ;

Par actes collectifs de violences on entend la guerre, la guerre civile, les actes de violence militaires d'inspiration collective, la réquisition ou l'occupation forcée.

Les sinistres causés par le terrorisme ne sont pas exclus. En ce qui concerne les dommages causés par le terrorisme : tous nos engagements et les modalités d'indemnisation sont déterminés conformément à la loi du 3 mai 2024 relative à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme. Nous (à l'exception d'Inter Partner Assistance) sommes à cet effet membre de l'asbl Terrorism Reinsurance and Insurance Pool. Les dispositions légales concernent notamment l'étendue et le délai d'exécution de nos prestations.

Sont toujours exclus de cette garantie, les dommages causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique.

- la dépréciation et/ou la privation de jouissance ;
- les dommages causés alors que le véhicule est conduit par une personne autre que l'assuré ;
- les dommages causés lorsque le véhicule est utilisé pour le transport rémunéré de personnes ou de choses ;
- les dommages lorsque l'assuré participe à une course ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse (à l'exception du rallye touristique ou de divertissement) ou s'entraîne en vue d'une telle épreuve, ou lorsque l'assuré participe à un test de vitesse, à une épreuve d'endurance, à une sortie d'essai ainsi qu'en cas de conduite sur circuit ;
- les dommages dont nous établissons qu'ils résultent des cas suivants de faute lourde de l'assuré :
  - un sinistre survenu alors que le conducteur se trouve en état d'intoxication alcoolique de plus de 0,8 gr/l de sang ou d'ivresse ou dans un état analogue résultant de l'usage de drogues, médicaments ou hallucinogènes qui ont pour effet de priver l'assuré du contrôle de ses actes ;
  - un pari ou un défi ;
  - un fait intentionnel de l'assuré ;
- les dommages résultant de l'inobservation de la réglementation sur le contrôle technique ;
- les dommages résultant de suicide ou tentative de suicide ;
- les dommages lorsque le conducteur ne répond pas aux conditions légales et réglementaires locales pour pouvoir conduire ou est sous le coup d'une déchéance du droit de conduire en Belgique.
- Les pertes ou dommages causés en toute ou partie directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, système informatique, virus (code) informatique ou tout autre système informatique malveillant.

Cette exclusion ne s'applique pas aux dites pertes, dommages, causés en toute ou partie, directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, d'un système informatique ou de tout autres système informatique s'il ne s'agit pas d'une attaque cybernétique malveillante.

La garantie vous reste acquise si, lorsque nous vous refusons notre intervention sur la base de l'une ou l'autre des quatre dernières exclusions ci-dessus, vous prouvez que le fait générateur est imputable à un assuré autre que :

- vous-même, votre conjoint ;
- une personne vivant à votre foyer ;
- vos hôtes ;



- un membre de votre personnel domestique ;
- vos ascendants, descendants et alliés en ligne directe ;

et qu'il s'est produit à l'encontre de vos instructions ou à votre insu.  
En cas d'intervention, nous exercerons un recours contre l'auteur du sinistre, autre que les personnes précitées.

Toutefois il est entendu et convenu par la présente que les biens que vous possédez ou dont vous avez la garde ou le contrôle et qui sont constitués de 10 % ou plus d'ivoire, leurs dommages et pertes assurées seront réglées comme suit :

Le maximum que nous paierons est le coût et les dépenses de restauration de l'article.

Il est en outre entendu et convenu par la présente que nous ne paierons pas pour un dommage total, ni pour toute dépréciation de la valeur résultant en cas de d'endommagement partielle.

Le maximum que nous paierons pour une « perte » est de ne pas dépasser la valeur assurée de cet article.

## **5. OBLIGATIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES**

---

### **A. LA CONCLUSION DU CONTRAT**

**Vous nous déclarez, sous votre responsabilité, la valeur à assurer.**

La valeur à assurer doit être égale à :

- si votre véhicule a moins de 12 mois depuis sa première mise en circulation : la valeur catalogue majorée de la valeur des équipements complémentaires livrés avec le véhicule, le tout hors TVA ;
- si votre véhicule a plus de 12 mois depuis sa première mise en circulation : la valeur fixée par un expert agréé par l'assureur.

**Vous vous assurez que votre véhicule est équipé du système antivol et/ou système "après vol" tel que prévu aux conditions particulières.**

### **B. EN COURS DE CONTRAT**

**Vous nous communiquez toutes les modifications, notamment celles qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque.**

Ainsi vous devez par exemple nous informer des modifications relatives :

- à l'usage du véhicule ;
- aux caractéristiques du véhicule ;
- à la valeur à assurer ;

Les équipements complémentaires placés après l'acquisition du véhicule doivent être déclarés, à l'exception du système antivol et/ou du système «après vol» même si leur placement n'est pas obligatoire.

Toutefois, si vous avez omis de déclarer ces équipements en tout ou en partie, un crédit de maximum 1.240 EUR hors TVA vous est accordé ;

- au preneur d'assurance ;
- au conducteur principal que vous nous avez renseigné.

Si suite à une modification de votre état de santé, vous ne répondez plus aux exigences légales minimales pour pouvoir valablement conduire un véhicule automoteur, vous devez nous en avertir sans délai, ceci conformément aux dispositions légales et contractuelles régissant le présent contrat.

Nous attirons votre attention sur l'importance de cette obligation. En cas d'omission ou d'inexactitude, nous réduirons ou refuserons notre intervention et vous devrez nous rembourser les indemnités qui auraient déjà été payées.

**Vous nous signalez immédiatement l'achat d'un nouveau véhicule et vous nous décrivez ses caractéristiques. Dans le cas contraire, nous refuserons notre intervention.**

Lorsque vous mettez en circulation un nouveau véhicule en remplacement du véhicule désigné, les garanties précédemment souscrites vous sont acquises pendant 16 jours à compter de la date du transfert de propriété du véhicule désigné.

Pendant ce délai :

- les dommages sont couverts jusqu'à concurrence de la valeur du véhicule désigné initialement et sans jamais pouvoir dépasser la valeur du nouveau véhicule ;
- la garantie vol ne sort ses effets que si le nouveau véhicule est équipé du système antivol requis par nous.

Passé ce délai, si vous avez omis de nous aviser du remplacement du véhicule désigné, votre contrat est suspendu.

## **6. SINISTRE ET INDEMNISATION**

### **A. VOS OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE**

---

En cas de sinistre, vous vous engagez à :

**Nous déclarer le sinistre :**

- dans les 24 heures de la survenance du sinistre, en cas de vol, de tentative de vol du véhicule ou de vandalisme ainsi qu'en cas de vol de clé(s) et/ou commande à distance ;
- dans les 8 jours de la survenance du sinistre au plus tard, dans les autres cas ;
- nous renseigner de manière précise sur ses circonstances, ses causes et l'étendue du dommage, l'identité des témoins et des victimes (en utilisant, autant que possible, le constat amiable automobile que nous mettons à votre disposition) ;

et de plus

- en cas de vol, de tentative de vol du véhicule ou de vandalisme ainsi qu'en cas de vol de clé(s) et/ou commande à distance ou vol, en tout ou partie, des documents de bord :  
déposer immédiatement plainte auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes et en outre, en cas de vol à l'étranger, déposer plainte auprès des autorités judiciaires belges dès le retour en Belgique ;
- en cas de vol ou tentative de vol du véhicule, vous devez également nous remettre, à notre première demande, les clés, commandes à distance et les documents de bord (certificat d'immatriculation et certificat de conformité) du véhicule. S'ils ont été également dérobés, vous devez nous remettre une attestation de déclaration de vol de ces clés, commandes à distance et de ces documents auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes.

**Collaborer au règlement du sinistre :**

- nous transmettre sans délai et nous autoriser à nous procurer tous les documents utiles et tous les renseignements nécessaires à la bonne gestion du dossier; à cet effet, veillez à rassembler dès la survenance du sinistre toutes les pièces justificatives du dommage ;
- accueillir notre délégué ou notre expert et faciliter leurs constatations ;

- solliciter notre accord avant de procéder aux réparations provisoires ou urgentes, si leur coût dépasse 500 EUR hors TVA ;
- nous faire connaître l'endroit où le véhicule est visible ;
- nous informer aussitôt que le véhicule volé a été retrouvé ;
- en cas de vol, si l'indemnité a déjà été payée sur base de la perte totale, opter dans les 15 jours :
  - soit pour l'abandon du véhicule à notre profit ;
  - soit pour la reprise du véhicule contre remboursement de l'indemnité perçue, déduction faite du montant des frais de réparation éventuellement nécessaires pour remettre le véhicule en état.

En cas d'inobservation des obligations décrites ci-dessus, nous réduisons ou supprimons les indemnités et/ou interventions dues ou nous vous réclamons le remboursement des indemnités et/ou frais payés afférents au sinistre.

## **B. NOS OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE**

À partir du moment où les garanties sont d'application et dans les limites de celles-ci, nous nous engageons à :

- gérer le dossier au mieux des intérêts de l'assuré ;
- informer l'assuré de l'évolution de son dossier ;
- verser l'indemnité due dans les meilleurs délais.

## **C. INDEMNISATION**

### **1. Modalité d'évaluation**

Dès qu'un sinistre survient, les dommages doivent être évalués par un expert que nous désignerons. Cette mesure est indispensable mais ne signifie pas pour autant que nous prendrons automatiquement le sinistre en charge.

Sauf accord exprès de l'assureur, l'expertise et, le cas échéant, les réparations du véhicule ont lieu en Belgique.

L'expert désigné déterminera le coût des réparations et si le véhicule est en perte totale. Le coût des réparations est estimé comme en droit commun.

En cas de désaccord sur le montant des dommages fixé par notre expert, vous avez la possibilité de mandater un expert afin de déterminer le montant des dommages en accord avec notre expert.

En cas de désaccord entre eux, ils en désignent un troisième, avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix. A défaut de majorité, l'avis du troisième expert prévaut. Si l'une des parties ne désigne pas d'expert ou si les experts des parties ne s'accordent pas sur le choix du troisième, la désignation sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance de votre domicile, à la requête de la partie la plus diligente.

Il en ira de même si un expert ne remplit pas sa mission. Les experts sont dispensés de toute formalité judiciaire.

Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert. Les frais et honoraires du troisième expert sont partagés par moitié entre vous et nous.

### **2. Franchise**

Toute franchise prévue aux conditions particulières sera déduite de l'indemnité.

### **3. Règle proportionnelle**

S'il apparaît au moment du sinistre que la (ou les) valeur(s) déclarée(s), majorée(s) de la valeur des équipements complémentaires présents lors de la livraison d'un véhicule neuf, est (sont) inférieure(s) à la réalité, la règle proportionnelle sera

appliquée. Celle-ci prévoit que l'indemnité est réduite dans le rapport existant entre cette valeur et la valeur qui aurait dû être déclarée.

4. Indemnisation en cas de dommage réparable

Si le véhicule est déclaré réparable, l'indemnité due se calcule de la façon suivante :

Montant des réparations fixé par l'expert
+ TVA légalement non récupérable
+ Extensions de garantie
-----
Sous-total
x Règle proportionnelle éventuelle
Franchise(s)
-----
Indemnité due

En tout état de cause, l'indemnité due ne pourra en aucun cas dépasser la valeur assurée telle que mentionnée dans les conditions particulières.

5. Indemnisation en cas de perte totale

Le véhicule est en perte totale, lorsque :

- les dommages ne sont pas réparables techniquement ;
- le coût des réparations, TVA légalement non récupérable incluse, dépasse la valeur réelle au moment du sinistre ou la valeur assurée mentionnée aux conditions particulières, TVA légalement non récupérable et T.M.C. éventuelle au moment du sinistre incluses, déduction faite de la valeur après sinistre fixée à dire d'expert.

En outre, si le coût des réparations hors TVA dépasse les deux tiers de la valeur déclarée, vous pouvez opter pour l'indemnisation en perte totale ;

- en cas de vol, le véhicule n'est pas retrouvé dans les 30 jours à compter de la réception par nous de la déclaration écrite de sinistre ;
- en cas de vol, le véhicule est retrouvé dans les 30 jours à compter de la réception par nous de la déclaration écrite de sinistre mais que, pour une raison matérielle ou administrative manifestement indépendante de votre volonté, vous ne pouvez en reprendre possession qu'après ce délai de 30 jours.

Les équipements complémentaires déclarés sont indemnisés dans la mesure où ces équipements sont endommagés et/ou non transférables au nouveau véhicule.

Si le véhicule est en perte totale, l'indemnité due se calcule de la façon suivante :

Valeur du véhicule au moment du sinistre (1)
+ TVA non récupérable par le propriétaire du véhicule (2)
+ Extensions de garantie
+ T.M.C. éventuelle (3)
-----
Sous-total
x Règle proportionnelle éventuelle
Franchise(s)
-----
Indemnité due

- (1) La valeur de votre véhicule et de ses équipements complémentaires éventuels au

moment du sinistre, calculée selon la formule de dégressivité (valeur agréée, valeur réelle ou autre) renseignée aux conditions particulières.

- (2) L'indemnité est complétée par la partie de TVA qui n'est légalement pas récupérable par le propriétaire du véhicule, sur la base du taux de TVA en vigueur au moment du sinistre, sans dépasser le montant de la TVA réellement payé à l'achat du véhicule désigné. Si, au moment du sinistre, le taux de TVA que vous pouvez récupérer est différent de celui que vous avez déclaré lors de la souscription du contrat, notre intervention sera limitée au montant résultant de l'application du taux présent dans votre contrat à la date du sinistre.
- (3) Pour autant qu'elle ait été prise en compte pour déterminer la valeur assurée, l'indemnité est également complétée par la taxe de mise en circulation (T.M.C.) due pour un véhicule de mêmes caractéristiques et du même âge que le véhicule désigné sur la base du régime en vigueur lors de son immatriculation.

En tout état de cause, l'indemnité due ne pourra en aucun cas dépasser la valeur assurée telle que mentionnée dans les conditions particulières.

#### **6. Dégâts antérieurs**

Les dégâts antérieurs non-réparés ne sont pas indemnisés lorsque nous établissons :

- qu'ils ont déjà été indemnisés, ou
  - qu'ils ont fait l'objet d'un refus d'intervention de notre part, ou
  - que s'ils avaient été déclarés, ils auraient fait l'objet d'un refus d'intervention de notre part,
- ou
- que le montant de la franchise est supérieur ou égal à l'indemnité due pour ces dégâts s'ils avaient été déclarés.

En cas de perte totale, le montant de ces dégâts antérieurs est déduit du montant total de l'indemnisation.

#### **7. Sort de l'épave**

Sauf convention contraire, l'expert désigné par nous est habilité à la vente du véhicule désigné (y compris les équipements endommagés et/ou non transférables au nouveau véhicule) pour votre compte. Vous nous cédez le montant que nous en obtenons.

### **7. SANCTIONS LEGALES**

---

La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par des autorités nationales, internationales ou supranationales et ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.

### **8. DISPOSITIONS GENERALES**

---

Votre contrat est régi par la loi belge et notamment par les lois du 4 avril 2014 relative aux assurances, les dispositions réglementaires relatives à cette matière ainsi que toute autre réglementation en vigueur ou à venir.

#### **A. LA VIE DU CONTRAT**

1. Les parties au contrat d'assurance

**Vous**

Le preneur d'assurance, c'est-à-dire la personne qui souscrit le contrat.

**Nous**

Jean Verheyen

**L'assureur**

AXA Belgium

2. Les documents constitutifs du contrat d'assurance

**La proposition d'assurance**

Elle reprend toutes les caractéristiques du risque que vous nous renseignez de manière à nous permettre de rencontrer vos besoins.

**Les conditions particulières et les avenants**

Elles sont l'expression personnalisée et adaptée à votre situation spécifique des conditions de l'assurance. Elles mentionnent les garanties qui sont effectivement acquises.

**Les conditions générales**

3. Prise d'effet

Les garanties que vous avez souscrites prennent cours à la date indiquée aux conditions particulières.

4. Durée

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'1 an. A la fin de chaque période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement pour une durée d'1 an sauf si une des parties résilie le contrat.

5. Obligation de déclaration à la conclusion du contrat

Lors de la conclusion du contrat, vous devez nous déclarer exactement, toutes les circonstances qui vous sont connues et que vous devez raisonnablement considérer comme constituant pour nous des éléments d'appréciation du risque.

S'il n'est point répondu à certaines de nos questions écrites et si nous avons néanmoins conclu le contrat, nous ne pouvons, hormis le cas de fraude, nous prévaloir ultérieurement de cette omission.

**a. Omission ou inexactitude intentionnelle**

Lorsque l'omission ou l'inexactitude intentionnelle dans la déclaration nous induisent en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat d'assurance est nul.

Les primes échues jusqu'au moment où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelle nous sont dues.

**b. Omission ou inexactitude non intentionnelle**

Lorsque l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration n'est pas intentionnelle, le contrat n'est pas nul.

Nous vous proposons, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

Si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque, nous pouvons résilier le contrat dans le même délai.

Si vous refusez la proposition de modification du contrat ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, vous n'avez pas accepté cette dernière, nous pouvons résilier le contrat dans les 15 jours.

Si nous n'avons pas résilié le contrat ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus, nous ne pouvons plus nous prévaloir à l'avenir des faits qui nous sont connus.

Que se passe-t-il si un sinistre survient avant que la modification ou la résiliation de votre contrat n'ait pris effet ?

- Si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut vous être reprochée et si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou la résiliation ait pris effet, nous devons fournir la prestation convenue ;
- si l'omission ou la déclaration inexacte peut vous être reprochée et si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou la résiliation ait pris effet, nous sommes tenus de fournir une prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que vous auriez dû payer si vous aviez régulièrement déclaré le risque ;
- toutefois, si lors d'un sinistre, nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le sinistre, notre prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

## **6. Obligation de déclaration spontanée en cours de contrat**

### **a. Aggravation du risque**

Vous devez nous déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstance qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré.

Lorsque, au cours de l'exécution de votre contrat, le risque de survenance de l'événement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, nous n'aurions consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, nous devons vous proposer, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'aggravation, la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.

Si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, nous pouvons résilier le contrat dans le même délai.

Si vous refusez la proposition de modification ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, vous n'acceptez pas cette dernière, nous pouvons résilier le contrat dans les 15 jours.

Si nous n'avons pas résilié le contrat ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus, nous ne pouvons plus nous prévaloir à l'avenir de l'aggravation du risque.

Que se passe-t-il si un sinistre survient avant que la modification ou la résiliation de votre contrat n'ait pris effet ?

- Si vous avez rempli votre obligation de déclaration, nous sommes tenus d'effectuer la prestation convenue.
- Si vous n'avez pas rempli l'obligation visée ci-dessus :

- nous sommes tenus d'effectuer la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut vous être reproché ;
- nous sommes tenus d'effectuer notre prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que vous auriez dû payer si l'aggravation avait été prise en considération lorsque le défaut de déclaration peut vous être reproché.

Toutefois, si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, notre prestation en cas de sinistre est limitée au remboursement de la totalité des primes payées ;

- si vous avez agi dans une intention frauduleuse, nous pouvons refuser notre garantie.

Les primes échues jusqu'au moment où nous avons eu connaissance de la fraude nous sont dues à titre de dommages et intérêts.

#### **b. Diminution du risque**

Lorsque le risque de survenance de l'événement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, nous n'aurions consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, nous sommes tenus d'accorder une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où nous avons eu connaissance de la diminution du risque.

Si nous ne parvenons pas à un accord avec vous sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution que vous avez formée, vous pouvez résilier le contrat.

### **7. Obligations en cas de survenance du sinistre**

#### **a. Déclaration du sinistre**

L'assuré doit, dès que possible et en tout cas dans le délai fixé par le contrat, nous donner avis de la survenance du sinistre.

Toutefois, nous ne pouvons pas nous prévaloir de ce que le délai prévu au contrat pour donner l'avis mentionné au premier paragraphe n'a pas été respecté, si cet avis a été donné aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire.

L'assuré doit nous fournir sans retard tous renseignements utiles et répondre aux demandes qui lui sont faites pour déterminer les circonstances et fixer l'étendue du sinistre.

#### **b. Devoirs de l'assuré en cas de sinistre**

L'assuré doit prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre.

#### **c. Sanctions légales**

Si l'assuré ne remplit pas une des obligations susmentionnées et qu'il en résulte un préjudice pour nous, nous avons le droit de prétendre à une réduction de notre prestation, à concurrence du préjudice que nous avons subi.

Nous pouvons décliner notre garantie si, dans une intention frauduleuse, l'assuré n'a pas exécuté les obligations énoncées ci-dessus.

### **8. Fin du contrat**



**Vous et nous pouvons résilier le contrat :**

- En cas de transfert définitif de votre domicile à l'étranger ;
- Après une déclaration de sinistre, mais au plus tard dans le mois du dernier paiement ou du refus de paiement de l'indemnité par nous.

**Vous pouvez résilier le contrat :**

- Au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat. Après l'expiration d'un délai d'un 1 an à compter de la prise d'effet du contrat d'assurance, vous pouvez résilier le contrat à tout moment si vous êtes une personne physique et que le contrat d'assurance ne concerne pas, ou pas principalement, votre activité professionnelle ;
- En cas d'augmentation de prime ou de modification des conditions moyennant un préavis de trois mois à compter de la notification de la dite augmentation ou modification ;
- Si nous sommes déclarés en faillite, sous réorganisation judiciaire ou que nous avons un retrait d'agrément ;
- En cas de diminution du risque et s'il n'y a pas d'accord sur le montant ; de la prime adaptée ;
- Dans son intégralité, si nous résilions un volet d'une police combinée.

**Nous pouvons résilier le contrat :**

- Au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat ;
- Si vous nous avez communiqué des informations inexactes au sujet du risque ou avez omis de nous communiquer des informations importantes et que nous ne vous aurions pas proposé de police si nous avions été en possession de ces informations ;
- En cas de non-paiement de la prime ;
- En cas d'aggravation du risque, que nous ne souhaitons pas assurer tel quel. Nous sommes tenus de vous signifier notre décision 30 jours au plus tard après réception de cette information ;
- En cas d'aggravation du risque, si nous ne nous entendons pas sur le nouveau montant de la prime ;
- Si nous portons plainte contre au pénal pour cause de fraude à l'assurance ;
- Si vous veniez à décéder ou que vous soyez déclaré en faillite.

Le contrat n'est pas résilié immédiatement après avoir été dénoncé. Le préavis dépend du motif de la résiliation. Si nous résilions le contrat avant la date d'échéance principale ou en cas de résiliation après sinistre, le délai de préavis s'élève à 3 mois. Si vous résiliez le contrat avant la date d'échéance principale, il y a un délai de préavis de 2 mois ; dans tous les autres cas il est fixé à 1 mois.

La résiliation se fait par envoi recommandé, par exploit d'huissier ou remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

**Prise d'effet de la résiliation**

Lorsque vous résiliez le contrat, en cas de modification des conditions et/ou du tarif, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, mais au plus tôt à l'échéance annuelle à laquelle la modification aurait pu entrer en vigueur.

Lorsque nous résilions le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court. Nous vous indiquons ce délai dans l'envoi recommandé que nous vous adressons.

En cas de résiliation par l'une des parties après sinistre, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification. Ce délai est ramené à 1 mois lorsque l'assuré a manqué à ses obligations dans le but de nous tromper.

### **Expiration de plein droit du contrat**

En cas de disparition de l'intérêt ou de l'objet de l'assurance.

### **Formes de la résiliation**

La notification de la résiliation se fait :

- soit par lettre recommandée à la poste ;
- soit par envoi recommandé ;
- soit par exploit d'huissier ;
- soit par la remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Lorsque vous résiliez le contrat en cas de modification des conditions d'assurance et/ou du tarif, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, mais au plus tôt à l'échéance annuelle à laquelle la modification aurait pu entrer en vigueur.

Lorsque nous résilions le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court. Nous vous indiquons ce délai dans l'envoi recommandé que nous vous adressons.

En cas de résiliation par l'une des parties après sinistre, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification.

Toutefois, la résiliation peut prendre effet 1 mois après la date de sa notification lorsque l'assuré a manqué à l'une des obligations nées de la survenance du sinistre dans l'intention de nous tromper, à condition que nous ayons déposé plainte contre cet assuré devant un juge d'instruction avec constitution de partie civile ou que nous l'ayons cité devant la juridiction de jugement, sur la base des articles 193, 196, 197 (faux commis en écriture), 496 (escroquerie) ou 510 à 520 (incendie volontaire) du Code pénal.

Nous réparons le dommage résultant de cette résiliation si nous nous sommes désistés de notre action ou si l'action publique a abouti à un non-lieu ou à un acquittement.

## **9. Cas particuliers**

### **a. Faillite du preneur d'assurance**

Le contrat subsiste et la masse des créanciers est redevable des primes à partir de la déclaration de faillite. Toutefois, le curateur peut le résilier dans les 3 mois de la déclaration de faillite et nous pouvons le résilier au plus tôt après ce délai.

### **b. Décès du preneur d'assurance**

Le contrat est maintenu au profit des héritiers qui sont redevables des primes. Toutefois, les héritiers peuvent le résilier dans les 3 mois et 40 jours du décès et nous pouvons le résilier dans les 3 mois du jour où nous avons connaissance du décès. Si le véhicule désigné est attribué en propriété à l'un des héritiers ou à un légataire, le contrat est maintenu à son profit.

Toutefois, il peut le résilier dans le mois du jour où le véhicule lui a été attribué.

### **c. Disparition du risque**

Lorsque le véhicule a été volé ou totalement détruit, vous devez nous en avertir sans délai. La prime reste acquise ou due jusqu'au moment où cet avis est effectivement donné.

### **d. Pluralité de véhicules**

Nous pouvons résilier l'ensemble des garanties relatives à des véhicules assurés par des contrats connexes ou par une police combinée :

- en cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelle dans la description du risque ;
- en cas de manquement de votre part à l'une des obligations, nées de la survenance d'un sinistre, dans l'intention de nous tromper.

**e. Modification des conditions d'assurance et du tarif**

Si nous modifions les conditions d'assurance et le tarif ou uniquement le tarif, nous adaptons votre contrat à l'occasion de la prochaine échéance annuelle. Nous vous en informons et vous pouvez résilier le contrat comme le prévoit le titre 8.A.8. « Fin du contrat ».

**10. Correspondances**

Toutes les correspondances qui nous sont destinées sont valablement adressées à notre siège social.

Toutes les correspondances qui vous sont destinées sont valablement adressées à l'adresse indiquée dans le contrat ou à celle qui nous aurait été notifiée ultérieurement.

**12 Frais administratifs**

À défaut pour nous de vous payer en temps utile une somme d'argent certaine, exigible et incontestée et pour autant que vous nous ayez adressé une mise en demeure par envoi recommandé, nous vous rembourserons vos frais administratifs généraux calculés forfaitairement sur base de deux fois et demi le tarif officiel des envois recommandés de bpost.

Pour chaque envoi recommandé que nous vous enverrons au cas où vous omettriez de nous payer une somme d'argent présentant les caractéristiques précitées, vous nous paierez la même indemnité, par exemple en cas de non-paiement de la prime.

**B. LA PRIME**

**1. Modalités de paiement de la prime**

Lors de la conclusion du contrat, à chaque échéance ou lors de l'émission de nouvelles conditions particulières, vous recevez une invitation à payer ou un avis d'échéance.

La prime comprend d'une part son montant net et d'autre part les taxes, les contributions et les frais.

**2. Non-paiement de la prime**

Le non-paiement de la prime peut avoir des conséquences graves.

Il peut, en effet, entraîner notamment la suspension de nos garanties ou la résiliation de votre contrat suivant les dispositions de la loi.

En cas de non-paiement de la prime, vous pouvez nous être redevable de frais administratifs comme mentionné ci-dessus sous le titre 8.A.12. « Frais administratifs ».

**9. VIE PRIVEE**

---

**Responsable du traitement des données**

Jean Verheyen, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « Jean Verheyen »).

**Délégué à la protection des données**

Le délégué à la protection des données de Jean Verheyen peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer  
Rue de la Limite 17  
1210 Bruxelles

par courrier électronique: [privacy@verheyen.be](mailto:privacy@verheyen.be)

**Finalités des traitements et destinataires des données**

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
  - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec Jean Verheyen.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
  - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle :
  - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentirement au contrat d'assurance (par exemple le développement d'un espace client digital).
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances :
  - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant en l'exécution des conventions entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :

- Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
  - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle Jean Verheyen est soumise.
- la surveillance du portefeuille :
  - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études statistiques :
  - Il s'agit de traitements effectués par Jean Verheyen ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de Jean Verheyen, l'acceptation des risques et la tarification.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel Jean Verheyen peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

#### **Traitement des données à des fins de marketing direct**

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen à des fins de marketing direct (actions commerciales, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de Jean Verheyen ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

#### **Transfert des données hors de l'Union Européenne**

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, Jean Verheyen se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par Jean Verheyen pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à Jean Verheyen à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter Jean Verheyen »).

#### **Conservation des données**

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles Jean Verheyen n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

#### **Nécessité de fournir les données à caractère personnel**

Les données à caractère personnel relatives à la personne concernée que Jean Verheyen demande de fournir sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

#### **Confidentialité**

Jean Verheyen a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, Jean Verheyen suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

#### **Les droits de la personne concernée**

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de Jean Verheyen la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;

- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de Jean Verheyen. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; toutefois, si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de Jean Verheyen, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de Jean Verheyen ;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à Jean Verheyen, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement.

#### **Contacteur Jean Verheyen**

La personne concernée peut contacter Jean Verheyen pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : Jean Verheyen Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Jean Verheyen traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

## **10. PLAINTES**

---

Votre intermédiaire est un spécialiste qui peut vous aider. Son rôle est de vous informer à propos de votre contrat et des prestations qui en découlent et d'effectuer pour vous toutes les démarches vis-à-vis de nous. Il intervient également à vos côtés si un problème devait surgir entre vous et nous.

Afin de mieux vous servir, nous regardons constamment la qualité de nos produits et le niveau de service que nous offrons.

Si, malgré tout, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez toujours nous contacter:

- par mail : [patrimony@verheyen.be](mailto:patrimony@verheyen.be);
- par téléphone: +32 2 250 63 11 ;
- par lettre: Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Nous ferons tous les efforts pour vous aider.

Vous pouvez également contacter l'Ombudsman de l'assurance

- par un formulaire web : [www.ombudsman-insurance.be](http://www.ombudsman-insurance.be);
- par courrier électronique : [info@ombudsman-insurance.be](mailto:info@ombudsman-insurance.be);
- par téléphone : +32 (2) 547 58 71 ;

- par lettre, adressée à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles.

JEAN VERHEYEN S.A. – Inscription FSMA comme souscripteur mandaté –  
Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles  
Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11 – F : +32(0)2 250 63 00  
Web : [www.verheyen.be](http://www.verheyen.be) – E-mail : [info@verheyen.be](mailto:info@verheyen.be) – [transport@verheyen.be](mailto:transport@verheyen.be) – [patrimony@verheyen.be](mailto:patrimony@verheyen.be)  
Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB  
AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital  
Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.  
Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : [info@ombudsman-insurance.be](mailto:info@ombudsman-insurance.be)